



Processus de Rabat
Dialogue Euro-Africain sur la
Migration et le Développement



Réunion Thématique de Haut Niveau

“Transferts de Fonds et développement durable”

3-4 novembre 2022
Bruxelles, Belgique

*FPS Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation,
Palais d'Egmont, rue des Petits Carmes 8 bis, B-1000 Brussels*

**Document
Final**



ROYAUME DE BELGIQUE
Service public fédéral
Affaires étrangères,
Commerce extérieur et
Coopération au Développement



Belgique
partenaire du développement



REPUBLIC OF GHANA

Sous la co-présidence de la Belgique et du Ghana

Projet financé par l'Union européenne



Mis en œuvre par l'ICMPD



Réunion thématique de haut niveau sur les transferts de fonds et le développement durable :

- Coprésidée par la Belgique et le Ghana ;
- Participation des pays du Processus de Rabat et du Processus de Khartoum ;
- Faisant écho à l'objectif 1 (Maximiser l'impact positif de la migration régulière sur le développement) du domaine 1 du Plan d'action de Marrakech 2018-2020 sur la migration légale et la mobilité et en particulier son action 2 ;
- La réunion fait suite à la réunion thématique du processus de Rabat sur " Les transferts de fonds de la diaspora et le développement durable " qui s'est tenue à Abuja en novembre 2019.
- La réunion a attiré un public diversifié d'environ 140 participants, provenant de 38 pays européens et africains et de plus de 30 organisations internationales et non gouvernementales.

Objectifs de la réunion :

- Faire le point sur les chocs asymétriques et la manière dont ils ont impacté la réalité des transferts de fonds dans les pays partenaires du Processus de Rabat et de Khartoum.
- Réunir les décideurs et les responsables politiques des partenaires des Processus de Rabat et de Khartoum, ainsi qu'une variété d'experts des secteurs public et privé.
- Améliorer la compréhension technique des partenaires des processus de Rabat et de Khartoum sur les transferts de fonds et le développement durable ;
- Promouvoir l'apprentissage mutuel qui conduira, éventuellement, à la reproduction d'initiatives ayant eu un impact positif ;
- Présenter une sélection d'initiatives et d'instruments déjà en place dans un ou plusieurs pays du processus de Rabat et de Khartoum, avec une attention particulière pour les résultats obtenus en matière de réduction des coûts de transfert.
- Présenter une sélection d'initiatives et d'instruments visant à rendre les transferts de fonds plus pertinents pour le développement, avec une attention particulière pour le rôle des organisations de la diaspora.

Résultats attendus de la réunion :

- Une meilleure connaissance **des derniers développements dans le domaine des transferts de fonds**, avec un accent particulier sur la **situation intra régionale en Afrique**.
- Une meilleure compréhension **du rôle des différents acteurs dans le domaine, avec des recommandations sur les politiques et stratégies à mettre en œuvre** pour permettre une meilleure coordination entre les différents acteurs.
- Une meilleure connaissance **des évolutions dans les domaines de la digitalisation et des nouvelles technologies** et de leur impact possible sur les transferts de fonds en termes de volumes, de coûts, d'accessibilité [...].
- Une meilleure connaissance **des derniers résultats des projets et initiatives impliquant la diaspora** dans le domaine de la mobilisation des transferts de fonds pour le développement et des perspectives pour l'avenir.
- **Fournir un aperçu des avantages offerts par l'innovation technologique et des développements qui y sont associés** et définir les défis liés à l'utilisation des nouvelles technologies.
- **Présenter une série de "meilleures pratiques" liées au lien entre** les transferts de fonds et le développement durable.
- **Formuler des recommandations techniques** relatives à l'utilisation des canaux numériques de transfert de fonds et au développement des initiatives de la diaspora au profit des partenaires du processus de Rabat et de Khartoum.

Ce document fournit une vue d'ensemble des principales **conclusions et points à retenir de la réunion** et rend compte des meilleures **pratiques, des défis et des opportunités** liées aux transferts de fonds et au développement durable, tels qu'ils ont été mis en évidence au cours de la discussion.

• Cérémonie d'ouverture de Haut Niveau

La cérémonie d'ouverture de haut niveau s'est déroulée en présence de : **Nicole De Moor**, Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration de Belgique ; Dr **Ernest K. Y. Addison**, Gouverneur, Banque du Ghana ; **Dolores Rios**, Ambassadeur itinérant pour les affaires de migration, Espagne ; **Martin Seychell**, Directeur général adjoint, Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA), Commission européenne ; **Dedou Panamsi Hemou**, Représentant de la CEDEAO à Bruxelles ; et, **Ralph Genetzke**, Directeur, Mission de Bruxelles de l'ICMPD.

Au cours de la cérémonie d'ouverture, les intervenants ont convenu qu'une action plus sérieuse doit être entreprise pour **réduire les coûts de transfert et augmenter l'impact des transferts de fonds sur le développement**, dans la mesure où les transferts de fonds représentent une **source majeure d'entrée de devises étrangères** ainsi qu'une source vitale de revenus pour de nombreux ménages, notamment au Ghana. L'Union européenne a rappelé son engagement à réduire les coûts des transferts de fonds, un objectif réaffirmé lors du dernier sommet UA-UE en février 2022. À cette fin, comme l'a souligné la secrétaire d'État belge à l'asile et à la migration, Nicole De Moor, la Belgique vise à réduire le coût des transferts de fonds à moins de 3 %, et **la question des transferts de fonds reste une priorité dans l'agenda politique de la Belgique**. En outre, elle a souligné la nécessité **d'efforts internationaux concertés et l'importance d'aider les bénéficiaires des transferts de fonds à réaliser des investissements productifs** dans leur pays d'origine. Enfin, tous les intervenants ont reconnu **l'importance des services bancaires mobiles et de la numérisation** pour faciliter les transferts de fonds, les investissements locaux et l'inclusion financière. Cependant, il a également été souligné que l'émergence d'acteurs fintech s'accompagne de **nouvelles complexités qui doivent être abordées**.

Contexte général, état des lieux, défis et perspectives d'avenir

Cette session a présenté l'état actuel des transferts de fonds dans les régions du Processus de Rabat et de Khartoum, et a abordé simultanément les défis liés à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, ainsi que la résilience dont les flux de transferts de fonds ont fait preuve pendant la pandémie de Covid-19 et d'autres crises humanitaires. En introduisant cette session, le modérateur Jean-Louis de Brouwer (directeur du programme des affaires européennes, Egmont - Institut royal belge des affaires internationales), a souligné comment, depuis les années 1990, la synergie entre la migration et le développement a été reconnue par l'Union européenne. En outre, comme il a été souligné lors de l'introduction à cette session, l'UE reconnaît également la nécessité de mobiliser les transferts de fonds comme un outil pour encourager le développement durable.

Dans son discours d'ouverture, le **Dr Dilip Ratha** (Directeur du programme KNOMAD, Banque mondiale), a souligné l'effet des transferts de fonds sur les flux migratoires, identifiant la perspective même d'envoyer des fonds comme un facteur de motivation susceptible d'inciter les personnes à émigrer. En outre, le Dr Ratha a indiqué que, si les débats sur la migration tendent à se concentrer sur la migration nord-sud (transcontinentale), la migration sud-sud est beaucoup plus courante, notamment dans le contexte africain. En fait, plus de 70 % des migrants migrent à l'intérieur même du continent africain. Actuellement, la migration économique surpasse toutes les autres formes de migration, les flux migratoires internes étant environ trois fois plus importants que les flux de réfugiés et de demandeurs d'asile. Dans ce contexte, il convient également de souligner le fait que les migrants économiques ont tendance à envoyer plus d'argent que les réfugiés et les demandeurs d'asile. Au niveau mondial, en termes de produit intérieur brut, les Tonga et le Liban sont les premiers pays destinataires des transferts de fonds, tandis que l'Inde reçoit le plus grand nombre de transferts de fonds en USD. Pour l'Afrique, il s'agit de la Gambie (% du PIB) et de l'Égypte (nombre le plus élevé de transferts de fonds en USD).

Ces dernières années, le contexte international a changé de façon répétée, soudaine et spectaculaire, et de nouveaux défis sont apparus. La pandémie de Covid-19, et les fermetures de frontières qui l'ont accompagnée, ont radicalement modifié la manière dont les migrants transféraient de l'argent à leur famille. Comme le transfert physique des fonds n'était plus possible, notamment par les canaux informels, en raison de la fermeture des

frontières et des nouvelles réglementations sur la distance physique, de nombreux migrants se sont tournés vers les outils numériques de transfert de fonds, augmentant ainsi également les flux de transferts formels. Cela montre à quel point les transferts de fonds sont remarquablement résilients pendant les crises, y compris les catastrophes naturelles, soutenant financièrement les ménages contre ces chocs. Même au plus fort de la pandémie de Covid-19 - lorsque, au cours du deuxième trimestre de 2020, on a pu observer une forte baisse des flux d'envois de fonds en raison des blocages imposés par les gouvernements - les flux d'envois de fonds se sont rétablis et ont même augmenté de 0,8 % pour atteindre 558 milliards USD.

Comme le suggèrent les récentes données à haute fréquence, les flux de transferts de fonds vers les pays à revenu faible et moyen (PRFM) peuvent maintenant être considérés comme rebondissant à la suite de la pandémie de Covid-19, et les transferts de fonds vers ces pays devraient atteindre une valeur supérieure à 630 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2022, dépassant à la fois les investissements étrangers et l'aide officielle fournie aux PRFM. Toutefois, il existe d'importantes différences régionales ; par exemple, en Afrique, les envois de fonds n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant la pandémie.

Les coûts de transfert élevés et les taux d'inclusion financière en retard restent des sujets de préoccupation, comme l'a également souligné le cas de la Gambie. Les experts prévoient désormais l'émergence d'un système de paiement mondial multipolaire dans lequel différentes banques centrales émettraient leurs propres monnaies numériques. Cependant, une telle évolution se ferait au détriment des personnes non bancarisées, qui " passeraient entre les mailles du filet " et seraient encore plus exclues financièrement. Compte tenu de ce risque, il convient d'entreprendre une action politique concrète qui permettrait de mieux réglementer les flux de transferts de fonds numériques et d'inclure financièrement un nombre croissant d'expéditeurs et de destinataires de transferts de fonds. Pour atteindre cet objectif, il est crucial d'obtenir des informations qualitatives fiables concernant les caractéristiques des expéditeurs et des destinataires de fonds, données qui restent actuellement limitées.

Recommandations:

Comment les pays bénéficiaires doivent-ils procéder pour maximiser l'impact des transferts de fonds ?

- Programmes ciblant le lien entre les diasporas et les efforts de développement ;
- Des stratégies d'inclusion financière, visant à accroître l'accès des migrants aux comptes bancaires et autres services financiers. Ces stratégies devraient s'attaquer spécifiquement aux difficultés liées au manque de documents d'identification des migrants.
- Des programmes de construction conçus pour encourager les opérateurs de transfert d'argent (OTA) du secteur privé à adopter les nouvelles technologies, permettant aux OTA d'accroître leur portée mondiale et d'adapter leurs produits aux besoins spécifiques des diasporas.
- Une collecte de données qualitatives sur les bénéficiaires des transferts de fonds, afin de pouvoir ensuite identifier la diaspora à inclure dans les futurs programmes et initiatives visant à maximiser les impacts des transferts de fonds sur le développement.

Relever les défis dans le domaine des transferts de fonds

La collecte de données peut aider à alerter les décideurs et les responsables politiques sur les tendances émergentes et les défis structurels :

- Des coûts de transaction comparativement élevés pour les personnes qui envoient de petits montants. C'est le cas des femmes et d'autres groupes vulnérables.
- Les politiques gouvernementales visant à prévenir le blanchiment d'argent deviennent souvent trop lourdes pour ces groupes.

- Exclusion de certaines catégories de migrants, tels que les demandeurs d'asile, les sans-papiers, de l'accès aux services et parmi ceux-ci aux systèmes d'investissement en raison de l'absence de documents, de droits de propriété, de domiciliation, de normes de genre.
- Faibles taux d'alphabétisation financière et numérique - y compris l'adoption limitée des outils financiers numériques - parmi les migrants et leurs familles.
- Les obstacles réglementaires rencontrés par les opérateurs de transfert d'argent, qui peuvent être soupçonnés d'être engagés dans des activités de blanchiment d'argent.
- Comme le souligne le cas gambien, les cadres réglementaires doivent suivre le développement technologique et s'y adapter.
- Les défis rencontrés par les opérateurs de transfert d'argent dans la cartographie de leur paysage concurrentiel.

Perspectives d'avenir :

- L'amélioration de l'interopérabilité des systèmes financiers numériques réduit les inefficacités opérationnelles.
- La volatilité anticipée des écarts de taux de change.
- Le système de paiement mondial multipolaire anticipé, avec différentes banques centrales émettant différentes monnaies numériques, crée un paysage fragmenté pour les expéditeurs de fonds.
- La poursuite de l'exclusion financière de certains groupes ; les taux d'exclusion restent élevés en l'absence d'intervention gouvernementale ciblée.
- Les gouvernements ont montré leur volonté d'entreprendre des mesures pour faire face aux chocs externes et pour protéger les pays dont l'économie est lourde ; le gouvernement gambien, par exemple, développe actuellement des interventions en matière de politique monétaire et de taux de change dans ce but.
- Les efforts visant à collecter des données sur les flux de transferts de fonds doivent être encouragés et étendus, par exemple par la mise en œuvre du programme "RemitStat" (créé par le KNOMAD).

Le rôle des acteurs dans le domaine des transferts de fonds

Plusieurs acteurs, de nature et de fonctions différentes, sont impliqués dans le domaine des transferts de fonds, tous ayant leurs propres priorités et objectifs. Cette session s'est centrée sur les rôles de ces acteurs et sur l'impact de chacun d'entre eux sur la politique et la pratique, une attention particulière ayant été accordée aux défis communs auxquels ces acteurs peuvent être confrontés.

De l'inclusion financière à la réduction du coût des transferts d'argent, en passant par la mise en œuvre de la réglementation sur les transferts de fonds et la promotion du développement communautaire, l'influence des acteurs gouvernementaux et du secteur privé peut être différente et multiple. Les partenariats public-privé sont souvent présentés comme un facteur clé de succès, pour une situation de triple gain : bénéfique pour l'Etat, la communauté et les entreprises privées.

Table ronde 1 : Le rôle des acteurs institutionnels

Au cours de cette table ronde, divers acteurs institutionnels ont souligné les récents progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies, des efforts encourageants ayant été entrepris et des initiatives lancées par l'ONU, ainsi que par de nombreux acteurs régionaux et nationaux. Néanmoins, les intervenants qui ont participé à cette table ronde ont également **souligné les défis posés par les**

contraintes réglementaires qui subsistent et qui ne permettent pas de mobiliser efficacement les transferts de fonds en faveur du développement durable.

Principaux points à retenir :

- Il est nécessaire de mettre en place **davantage d'initiatives axées sur les migrants et les diasporas dans la réglementation des transferts de fonds**. Dans le même temps, il est essentiel de **réévaluer les réglementations relatives à la réduction des risques et à la conformité financière**, qui rendent le transfert de fonds difficile, et tous les expéditeurs de fonds ne peuvent pas répondre aux exigences de "connaissance du client" auxquelles adhèrent les institutions financières, ce qui nécessite une coordination accrue avec les acteurs gouvernementaux opérant dans le domaine de la migration.
- Il convient de remédier à la **disponibilité limitée de données fiables sur les transferts de fonds**. **Le partage interinstitutionnel des données et la coopération inter agences peuvent tous deux servir à rendre les données fiables plus largement disponibles**. En outre, les acteurs institutionnels opérant dans le domaine des transferts de fonds doivent intensifier leurs efforts visant à mieux connaître les diasporas et les migrants qui s'engagent avec ces diasporas.
- Il est nécessaire **d'intensifier les initiatives et de promouvoir l'apprentissage croisé entre les différents acteurs**, y compris les acteurs du secteur privé, opérant dans le domaine des transferts de fonds, ainsi que d'exploiter davantage les outils numériques et les innovations technologiques.
- La promotion de **l'inclusion financière est une priorité absolue**. Au-delà du transfert de fonds, les acteurs institutionnels devraient s'intéresser au lien entre les transferts de fonds et leur contribution potentielle à l'amélioration des moyens de subsistance et au développement des communautés locales.

Table ronde 2 : Le rôle des acteurs privés et des acteurs de terrain

Au cours de cette table ronde, plusieurs intervenants ont souligné le fait que **les transferts de fonds, qu'ils soient productifs ou solidaires, contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable**. Lorsque les migrants investissent dans un logement de qualité supérieure, dans une meilleure santé et une meilleure nutrition ou dans des possibilités d'éducation pour les membres de leur famille dans leur pays d'origine, il s'agit également d'un investissement productif qui devrait être traité comme tel. Dans ce contexte, il a également été souligné que la suppression des obstacles et la réduction des coûts constituent un engagement en faveur du développement durable. Faisant écho à la discussion de l'autre table ronde, les panélistes ont également souligné les défis posés par les contraintes réglementaires qui subsistent.

Principaux points à retenir :

- Les obstacles à la libre circulation des transferts de fonds peuvent être supprimés, et les coûts peuvent être encore réduits, en **garantissant l'inclusion et l'accessibilité** (par exemple, en réduisant les frais d'utilisation des services financiers offerts par les acteurs de l'argent mobile et les OTA numériques) ; les acteurs privés doivent garder à l'esprit que leurs produits et services doivent fonctionner pour les particuliers et les propriétaires de PME.
- Les acteurs privés du secteur des transferts de fonds devront se conformer aux règles et réglementations des pays dans lesquels ils opèrent. De plus, **les régulateurs financiers de ces pays devraient faciliter les investissements des diasporas dans les pays d'origine, et les investissements directs étrangers peuvent aider les diasporas à couvrir les coûts qu'elles encourent en naviguant dans les cadres réglementaires**.
- Les associations de diasporas devraient être impliquées dans la formulation et la mise en œuvre des règles et réglementations relatives aux investissements.

Recommandations :

Comment les transferts de fonds peuvent-ils contribuer à accroître l'inclusion financière ?

- Les stratégies de transfert de fonds sont personnelles : les migrants qui envoient de l'argent ont leurs propres motivations, priorités et moyens de transférer de l'argent.
- Les pays d'accueil des migrants doivent rester conscients du rôle des transferts de fonds dans les pays d'origine des migrants (par exemple, par le biais des tables rondes intergouvernementales sur les transferts de fonds organisées par le gouvernement italien).
- La libre concurrence entre les OTA devrait être encouragée, dans ce contexte il y a eu un plaidoyer pour abolir les monopoles des OTA avec les bureaux de poste au Maroc (par exemple), car la concurrence peut permettre de réaliser des réductions de coûts et peut permettre aux OTA de diversifier leurs offres de services. L'exposition des migrants à de nouveaux types de services et de produits financiers peut, à son tour, augmenter leur niveau d'éducation et d'inclusion financière, tout comme les projets plus directement orientés vers l'augmentation des taux d'inclusion financière (par exemple, les programmes d'assistance pour aider les migrants à ouvrir des comptes bancaires et à utiliser d'autres services financiers). Les envois de fonds sont résilients et, comme on l'a observé pendant la pandémie de Covid-19, les flux d'envois de fonds restent intacts en période de crise. Contrairement aux investissements étrangers ou à l'aide officielle au développement, les transferts de fonds sont restés stables, voire ont augmenté, en période d'incertitude financière.
- L'inclusion peut être renforcée en ne demandant pas aux destinataires des transferts de fonds de présenter une pièce d'identité officielle lorsqu'ils encaissent les fonds ; les destinataires peuvent également encaisser l'argent en utilisant un code secret (semblable à un numéro PIN) sans avoir à présenter de pièce d'identité. En outre, les efforts visant à rendre les services financiers plus accessibles à des groupes spécifiques de migrants, notamment les sans-papiers et les demandeurs d'asile, devraient être intensifiés.

Regulation des transferts de fonds

Les gouvernements doivent être impliqués dans le cadre réglementaire des transferts de fonds afin d'assurer un envoi et une réception sans heurts et de faire en sorte que les transferts de fonds contribuent au développement. Dans ce cas, tant dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil des migrants, les différents départements gouvernementaux doivent se réunir afin de fournir une approche holistique de la réglementation des transferts de fonds.

Quels autres acteurs jouent un rôle crucial dans la réglementation des transferts de fonds ?

- Les acteurs du secteur privé, qui doivent avoir une bonne compréhension des dynamiques locales, mais dont les acteurs continuent de rencontrer les défis liés à la variété des paysages réglementaires qu'ils rencontrent et à la nécessité associée de rendre leurs modèles commerciaux financièrement viables.
- Quand les intérêts des migrants rencontrent-ils ceux du secteur privé ? Pour être en mesure de répondre correctement aux intérêts des migrants, les acteurs du secteur privé ont besoin de données micro et macro sur les transferts de fonds.
- Les sans-papiers risquent d'être laissés en dehors des cadres réglementaires.
- La communauté mondiale dans son ensemble a un rôle à jouer pour inciter les pays d'accueil à accueillir et à soutenir (financièrement) correctement les migrants entrants, et ces pays méritent également le soutien de la communauté mondiale.
- Les banques centrales devraient émettre des devises pour les envois de fonds afin de faciliter la conversion directe des envois de fonds transférés numériquement en espèces.
- Les diasporas devraient être mobilisées pour garantir le respect des réglementations relativement conservatrices et strictes de nombreux pays d'accueil en matière de transferts de fonds.

Comment rendre les transferts de fonds pertinents pour le développement communautaire ?

- Les transferts de fonds productifs sont ceux qui fonctionnent à la fois pour les migrants et les communautés de destination, et qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies.
- La décentralisation des acteurs bancaires vers les membres des communautés, comme le font certaines nouvelles start-ups. Cela crée de nouveaux emplois et augmente l'accessibilité aux services financiers.
- Les migrants sont des agents rationnels et agiront en tant que tels dans les investissements, indépendamment des avantages pour la communauté - si les risques sont élevés, les migrants, qui ont une propension négative au risque, n'investiront pas.
- Les transferts de fonds ne peuvent contribuer au développement des communautés locales que lorsque les gouvernements des pays d'origine reconnaissent les contributions que les diasporas peuvent apporter et investissent activement dans le maintien de relations positives avec les diasporas. Par exemple, l'utilisation de la technologie numérique (par exemple, des applications mobiles adaptées aux diasporas) peut alerter les diasporas sur les opportunités d'investissement locales et sur les développements dans les pays avec lesquels les diasporas ont des liens historiques.

Recommandations:

Quels éléments doivent être présents lors de l'élaboration de programmes de transferts de fonds avec tous les acteurs ?

- L'infrastructure des services financiers et les réglementations financières doivent être pensées **à travers le prisme des besoins des migrants et des diasporas**.
- Décentralisation afin **d'encourager les solutions " du dernier mètre "**.
- Information sur les opportunités disponibles pour les filières, les investissements, les programmes de développement.
- **Un système réglementaire harmonisé entre les régions**, en particulier sur le continent africain.
- **Une approche holistique** : les transferts de fonds ne devraient pas être réglementés par un seul ministère, et les transferts de fonds devraient être abordés par différents départements gouvernementaux de manière holistique. Les banques centrales, les ministères des affaires étrangères, les ministères de l'agriculture, etc. devraient tous être impliqués dans la réglementation des transferts de fonds et prêter attention à ces derniers et à leur contribution au développement.
- Les acteurs institutionnels disposent des outils nécessaires pour s'assurer que les transferts d'argent servent à la création de valeur (par exemple, l'investissement) et pas seulement à la consommation. Dans ce contexte, le rôle vital des acteurs publics dans le domaine des transferts de fonds est de mettre en place **une réglementation adéquate pour encourager l'investissement** et soutenir ces transferts.

Réduire les coûts de transfert de fonds grâce aux nouvelles technologies : une solution pour tous ?

En introduisant cette session, le modérateur Frédéric Ponsot (Spécialiste technique principal sur les transferts de fonds, les investissements des diasporas et l'inclusion financière, FIDA), a souligné l'importance de la numérisation des transferts de fonds comme moyen de réduire les coûts de transaction et d'augmenter les taux d'inclusion financière. Sur le continent africain, la numérisation des transferts de fonds peut contribuer à réduire les coûts jusqu'à 3 %. De plus, les transferts de fonds numériques peuvent favoriser une plus grande inclusion financière, car les outils numériques de transfert de fonds permettent de présenter aux migrants d'autres services financiers. Cependant, des difficultés subsistent du côté de la demande, l'adoption généralisée des outils de transfert de fonds numériques étant entravée par un manque de confiance, ainsi que par un manque de connaissances numériques

et financières. De plus, la numérisation des transferts de fonds peut avoir des effets négatifs, comme l'augmentation du fossé entre ceux qui sont exclus financièrement et ceux qui ne le sont pas, comme les membres des populations les plus vulnérables (par exemple, les femmes, les habitants des zones rurales, les jeunes). Du côté de l'offre, l'adoption d'outils de transfert de fonds numériques nécessite des investissements considérables en matière de technologie, de marketing d'infrastructure et de conformité réglementaire, et ces coûts peuvent amener les fournisseurs de transferts de fonds numériques à se concentrer (trop fortement) sur les clients les plus rentables et les plus faciles à atteindre, -souvent les résidents des zones urbaines- au détriment des populations plus pauvres.

Dans l'ensemble, si les écarts dans les taux d'inclusion financière sont moins importants pour les canaux numériques que pour les canaux plus traditionnels, l'inclusion financière reste une question importante à laquelle les acteurs publics et privés devraient accorder leur attention afin que tous les migrants et leurs communautés d'origine puissent profiter des opportunités offertes par l'émergence des nouvelles technologies financières. Il subsiste un important déficit de couverture technologique (environ 500 000 000 d'individus). En outre, la numérisation des transferts devrait être complétée par un écosystème de paiement numérique afin d'éviter que les bénéficiaires n'aient à supporter des frais d'encaissement lors de la collecte des fonds. À cet égard, on peut s'inspirer de l'Ouganda, qui a formulé une politique de systèmes de paiement qui aborde la réglementation des paiements transfrontaliers, la monnaie numérique et les problèmes d'interopérabilité. Néanmoins, en Ouganda et ailleurs, d'importants défis subsistent en ce qui concerne le risque de fraude, les défaillances des systèmes technologiques, les infrastructures numériques inadéquates, les risques de sécurité du côté de l'offre, ainsi que les défis liés à des compétences (technologiques) inadéquates et à un sentiment de méfiance du côté du bénéficiaire. Un bon cadre réglementaire devrait permettre un transfert rapide des fonds à faible coût, la transparence, un accès facile, ainsi que la sécurité et la confiance.

Défis

- Les transferts d'argent liquide restent la méthode préférée, même si les canaux numériques offrent une option moins coûteuse : d'autres éléments, outre les coûts, doivent être pris en compte pour combler ces lacunes.
- Les enjeux de la réduction des coûts doivent être liés à l'accessibilité en termes de culture numérique et d'infrastructures.
- La réduction des coûts a un prix : les entreprises doivent rester viables en élargissant leur offre de services et, plus généralement, en adaptant leur modèle commercial.
- Du côté de la demande : **la numérisation des transferts de fonds est entravée par le manque de confiance dans les moyens numériques et le manque de connaissances/alphabétisme numérique et financier** des migrants qui envoient de l'argent et des personnes qui le reçoivent.
- Du côté de l'offre : **la numérisation et la réduction des coûts des transferts de fonds nécessitent des investissements, tant financiers que structurels ou réglementaires**. Le problème ne peut donc pas être résolu uniquement par le secteur privé, car les gouvernements doivent également ouvrir la voie à un cadre réglementaire permettant une telle réduction des coûts tout en garantissant une stabilité financière sûre.
- Renforcer l'interopérabilité des systèmes de paiement pour améliorer et élargir l'accès à un écosystème d'acceptation agnostique.
- Il existe **un fossé entre les villes et les zones rurales** en ce qui concerne la numérisation et les services financiers et l'inclusion : coût du paiement, coût de la mobilité et coût de la disponibilité.

Le coût de transfert ne peut être réduit que lorsque tous les acteurs sont satisfaits (personnes, secteur privé, gouvernement).

Initiatives et solutions :

On attend beaucoup du secteur privé pour réduire le coût des transferts d'argent. Pourtant, il existe un décalage entre les attentes et la réalité : les cadres réglementaires de nombreux pays occidentaux obligent les acteurs du secteur privé à dépenser des sommes considérables pour se conformer à la réglementation, ce qui les empêche de réduire les coûts de leurs services ; dans ces conditions, les entreprises privées ne sont pas en mesure de réduire les coûts.

Zeepay - GHANA fin-tech

- Réduction des coûts : L'exploitation du numérique améliorera le coût des transferts de fonds, Zeepay a atteint un coût nul sur une période de 3 ans.
- Micro assurance : total des transactions (YTD 31 oct. 2022) : 21 500 pour Zeepay.
- Emploi : grâce à cela, Zeepay a créé des opportunités d'emploi pour 44 000 agents et a réduit le coût du ramassage de l'argent de 5 à 1 dollar.

MFS Africa - RDC Fournisseur de paiements mobiles

- Réseau panafricain avec des connexions dans plus de 40 pays.
- Paiements et déboursements sur les portefeuilles et comptes bancaires des opérateurs télécoms dans plus de 40 pays africains.
- Paiements transfrontaliers - recouvrement des entreprises par le biais d'un réseau d'agents.

APS International - Gambie

- Acteur innovant dans le domaine du transfert d'argent international, premier MTO gambien opérant au niveau international à réaliser des réductions substantielles des coûts de transaction des transferts de fonds.
- Il a réussi à réduire le coût des transactions pour les transferts de fonds vers la Gambie à environ 1% en encourageant l'utilisation croissante des canaux de transfert formels sans risque.

Moneytrans - Belgique

- Acteur historique avec 21 ans d'expérience dans la facilitation des transferts d'argent internationaux.
- Il a élargi son champ d'action au-delà de la simple facilitation des transferts de fonds grâce à l'introduction récente de services financiers (y compris des comptes bancaires, des cartes de débit, des assurances, des transferts SEPA gratuits) pour les populations non bancarisées.

Afriex - États-Unis

- Créée au début des années 2020, Afriex, en tant que plateforme de transfert de fonds à faible coût, cherche à rendre le transfert de fonds aussi rapide que l'envoi d'un SMS, et opère actuellement dans divers pays africains, ainsi qu'au Royaume-Uni.
- Afriex a également établi des partenariats avec des sociétés comme MFS Africa et Zeepay, entre autres.
- L'application Afriex compte actuellement plus de 40 000 utilisateurs qui effectuent quotidiennement des transactions transfrontalières et se transforme rapidement en une banque cryptographique pour l'Afrique. L'application est actuellement soutenue par Ycombinator et Soft Bank Group.
- Possibilité d'envoyer votre argent par crypto.

Principaux points à retenir de la première journée :

- La question de la **collecte de données** concernant les transferts de fonds doit être prise au sérieux car elle permet de mettre en place un cadre réglementaire efficace adapté aux besoins et aux défis du secteur ;
- **Le manque d'inclusion financière des populations vulnérables (par exemple, les femmes, les populations rurales, les migrants sans papiers)** est un problème de développement créé par d'autres **défis de développement structurel**, mais la numérisation et la réduction des coûts des transferts de fonds sont certaines des solutions ;
- Dans le domaine de la lutte contre la corruption, **les petits transferts de fonds ne sont pas du blanchiment d'argent**. Dans le domaine de la lutte contre la corruption, les petits transferts de fonds ne sont pas du blanchiment d'argent. Il faut donc encourager la réduction des coûts des petits transferts de fonds.
- Le sujet des transferts de fonds n'est pas seulement l'affaire du ministère des finances ou des agences gouvernementales de la diaspora, mais les banques centrales devraient également être impliquées, ainsi que le ministère des affaires étrangères, de l'économie et de l'investissement.
- Une forte volonté politique est nécessaire pour permettre un développement politique adapté et créer un climat de confiance pour les investissements ;
- **La numérisation des transferts de fonds est à la fois un défi et une opportunité pour accroître l'inclusion financière** de la population.

Présentation de l'étude : "Le rôle des transferts de fonds dans la promotion du développement durable" (Prof. Dr Iliana Oliví, Institut royal espagnol Elcano)

Dans le cadre de sa présentation, la Professeur Oliví a souligné qu'il existe actuellement une grande variété de méthodes de transfert d'argent, car les migrants peuvent avoir de nombreuses raisons différentes d'envoyer de l'argent et l'éventail des profils associés aux bénéficiaires des transferts de fonds est tout aussi diversifié. Pourtant, le manque de données fiables et complètes sur les flux de transferts de fonds rend difficile la formulation d'une réponse universelle aux défis actuels dans le domaine des transferts de fonds. Pour relever ces défis, des outils sur mesure et adaptés au contexte sont nécessaires, et ces outils ne peuvent être développés que lorsque les décideurs politiques ont une solide compréhension des différents profils associés au domaine des transferts de fonds.

La Professeur Oliví a indiqué que l'objectif de réduire les coûts de transfert associés aux envois de fonds est toujours en tête de l'agenda politique, alors que l'utilisation finale des envois de fonds est souvent négligée. Dans ce contexte, les diasporas de migrants, en particulier, devraient être considérées comme un réservoir précieux dans lequel on peut puiser des investisseurs pour des projets axés sur le développement. À ce titre, les opérateurs de transfert d'argent et les acteurs associés qui cherchent à mobiliser les transferts de fonds pour le développement devraient adapter leurs offres à la fois aux critères d'investissement spécifiques de la diaspora et aux besoins des parents des membres de la diaspora dans leurs pays d'origine respectifs.

En discutant avec les participants à la réunion de haut niveau directement après sa présentation, la Professeur Oliví, et d'autres, ont souligné comment les banques centrales nationales peuvent encourager les efforts de développement en émettant des obligations de la diaspora. En outre, le rôle précieux que doivent jouer les institutions financières en encourageant l'utilisation d'outils financiers numériques (par exemple, les portefeuilles mobiles) a été souligné. En ce qui concerne les efforts visant à cartographier les diasporas, l'utilité des contributions des pays d'accueil a été soulignée (par exemple, les efforts actuels de cartographie des diasporas sénégalaise, congolaise et marocaine entrepris par l'OIM des Nations Unies en coopération avec la Banque centrale belge et d'autres). En outre, les participants à la réunion de haut niveau ont souligné la valeur de l'engagement des diasporas dans les activités politiques, y compris les élections et les efforts d'élaboration des politiques, qui ont

lieu dans les pays d'origine (par exemple, la mobilisation des diasporas avant les élections de l'Assemblée nationale sénégalaise).

Rendre les transferts de fonds plus pertinents pour le développement par des initiatives concrètes, impliquant les organisations de la diaspora.

Depuis des années, les actions et projets des agences de développement et les initiatives des organisations de diasporas tentent de rendre les transferts de fonds plus pertinents pour le développement durable des communautés d'origine. Cette session s'est centrée sur les **initiatives concrètes** mises en place par les réseaux de diasporas **dans le but d'améliorer la productivité des transferts de fonds et de créer des opportunités d'investissement viables, et a mis en lumière les opportunités et les défis associés au lancement de projets de développement.**

La possibilité de mobiliser les transferts de fonds à des fins de développement **dépend fortement du volume des transferts de fonds et de la fréquence à laquelle ils sont effectués.** Les caractéristiques distinctes des différents flux de transferts de fonds nécessitent des outils politiques adaptés au contexte et des interventions au cas par cas. Plus précisément, les acteurs politiques doivent reconnaître le compromis entre les efforts visant à encourager l'utilisation des transferts de fonds et les efforts internationaux de lutte contre le terrorisme. En outre, nous pouvons observer des conflits entre les politiques de migration (restrictives), d'une part, et les politiques visant à étendre les flux de transferts de fonds, d'autre part.

Actuellement, les évaluations complètes des initiatives visant le lien entre les transferts de fonds et le développement sont limitées. Pourtant, il est crucial de s'engager dans de telles évaluations pour mesurer l'efficacité et l'impact de ces initiatives.

L'applicabilité des transferts de fonds à des fins de développement dépend également d'autres facteurs importants. Par exemple, les migrants de la première génération peuvent être plus enclins à soutenir financièrement leur famille que les générations suivantes, et la proximité entre les migrants et leur famille peut également avoir un impact sur le volume et la fréquence des transferts de fonds (comme c'est le cas, par exemple, avec les migrants de Jamaïque et d'Indonésie), et le volume et la fréquence des transferts de fonds influencent également le degré d'utilisation des méthodes de transfert formelles ou informelles ; dans les couloirs de transferts de fonds géographiquement courts (par ex, Espagne-Maroc), les canaux informels sont plus fréquemment utilisés que dans les corridors plus longs (par exemple, France-Maroc).

Les transferts de fonds ont un impact énorme sur le développement, même s'ils ne sont utilisés que pour la consommation ?

L'hypothèse selon laquelle l'utilisation des transferts de fonds à des fins de consommation ne contribue pas aux efforts de développement peut avoir un impact sérieux sur l'élaboration des politiques. Après tout, cette hypothèse pourrait empêcher les décideurs de voir comment les transferts de fonds peuvent considérablement contribuer à réduire la pauvreté - comme c'est le cas, par exemple, dans de nombreuses régions d'Amérique latine. Pourtant, lorsque les migrants qui envoient des fonds ne sont pas eux-mêmes membres des populations les plus pauvres, les transferts de fonds ne contribueront pas énormément aux efforts de réduction de la pauvreté. De même, si l'utilisation des transferts de fonds pour financer l'éducation peut aider à atteindre les objectifs de développement mondiaux, lorsque les transferts de fonds sont utilisés pour transférer les enfants des écoles publiques vers les écoles privées, par exemple, l'impact concret des transferts de fonds sur le développement est également limité.

Un défi majeur consiste à essayer de lier les transferts de fonds et leur utilisation pour le développement à d'autres domaines politiques plus largement orientés, tels que la mobilité et la politique globale de migration.

Les interventions gouvernementales et politiques n'ont pas un impact homogène sur le développement ; - les actions politiques entreprises par les pays émetteurs de transferts de fonds se concentrent souvent sur la réduction des coûts de transaction, les interventions axées sur le développement étant souvent centrées sur les investissements comme moyen de favoriser le développement local ; dans ce cas, les décideurs politiques peuvent ne pas se rendre compte que l'utilisation des transferts de fonds pour la consommation des ménages peut également contribuer au développement local. En effet, l'objectif 19 du Pacte mondial pour les migrations vise à créer "(...) les conditions permettant aux migrants et aux diasporas de contribuer pleinement au développement durable dans tous les pays".

Exemples concrets d'interventions et d'initiatives

PAISD - Sénégal

Le programme PAISD a été créé en 2005. Initialement axé sur le soutien de projets de développement individuels, il s'intéresse désormais à des programmes de développement de plus grande envergure. Grâce aux efforts entrepris dans le cadre du PAISD, les membres de la diaspora bénéficient désormais d'un soutien pour réaliser des investissements privés au Sénégal, où la présence de la diaspora sénégalaise est désormais fortement institutionnalisée, et leurs contributions ont permis de créer de nombreuses petites et moyennes entreprises. En outre, les investissements contribuent également à renforcer le capital humain, notamment dans les grandes régions du Sénégal.

Zidi Circle - Ghana

Zidi Circle s'attache à combler les lacunes en matière de capacité et de financement des petites et moyennes entreprises, ainsi que des jeunes pousses, en Afrique. Par le biais de divers programmes, Zidi Circle canalise les transferts de fonds vers les PME à travers le continent, et Zidi Circle se concentre également sur le renforcement des capacités entrepreneuriales des propriétaires d'entreprise africains. En outre, Zidi Circle fournit une plateforme de capital-risque, qui a récemment contribué à faciliter la croissance d'entreprises respectueuses de l'environnement au Ghana.

ACFA

La création de l'ACFA a été motivée par le manque de possibilités d'investir facilement dans les communautés locales (par exemple, au Kenya, au Ghana). Le coût de la levée de fonds pour les petites et moyennes entreprises africaines était (et reste) particulièrement élevé en raison d'une variété d'obstacles juridiques et de conformité, dont beaucoup sont rencontrés lors de l'utilisation des plateformes européennes de crowdfunding ; seules les plateformes françaises de crowdfunding permettent actuellement d'investir dans les PME africaines. De plus, le lancement de programmes de soutien financier visant à favoriser la croissance des entreprises en Afrique s'est avéré relativement difficile dans le contexte de la réglementation européenne plus large (crowdfunding) ; en revanche, les plateformes de crowdfunding britanniques n'ont pas soulevé de tels obstacles. Le CCPA se concentre principalement sur l'engagement avec les régulateurs africains (crowdfunding), tout en encourageant simultanément les régulateurs financiers européens à supprimer les obstacles au crowdfunding pour la croissance des PME en Afrique.

GK Partners

Les récentes améliorations en termes de collecte de données en Gambie dans le cadre du projet EDFC ont permis de remédier à la divergence entre les estimations des transferts de fonds et des investissements associés en Gambie et le volume réel des fonds qui atteignent le pays. Actuellement, les transferts de fonds sont estimés

avec précision à environ 62,7% du PIB de la Gambie. Si les Gambiens envoient quelque 700 750 000 USD (sur la base des statistiques gambiennes) en Gambie, la somme d'argent qu'ils épargnent est probablement encore plus importante. Il convient d'accorder une attention particulière aux programmes de financement mixte et aux programmes de financement mixte, en mettant l'accent sur la facilité d'accès à ces programmes (par exemple, en faisant appel à des acteurs de la fintech qui peuvent offrir aux migrants la possibilité de faire des contributions de taille réduite lors du transfert de fonds).

Conclusion de la réunion thématique:

La réunion thématique de haut niveau sur les transferts de fonds et le développement durable s'est avérée cruciale pour rassembler les parties prenantes associées à la gouvernance mondiale des transferts de fonds, et il convient d'encourager d'autres réunions entre ces parties prenantes dans un cadre institutionnalisé.

La migration est là pour rester, et les flux migratoires ne feront qu'augmenter. Les initiatives multi-niveaux et multi-acteurs, telles que cette réunion thématique de haut niveau, constituent une plate-forme précieuse pour encourager une plus grande harmonisation entre les politiques liées aux transferts de fonds et celles orientées vers la migration, tant dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil des migrants. En outre, dans le contexte de ces conférences, les régulateurs financiers et les opérateurs de transfert de fonds du secteur privé peuvent se réunir pour échanger leurs points de vue sur l'allègement des charges liées à la conformité réglementaire dans la mesure où elles concernent le transfert de fonds.

En outre, les " solutions du dernier mètre " devraient aller de pair avec une numérisation inclusive qui, si elle est adaptée aux besoins identifiés des expéditeurs et des destinataires, pourrait certainement révéler son potentiel le plus élevé. Néanmoins, il doit s'agir d'efforts constants, plutôt que de rester dans une logique de cycle de projet.

Ces éléments montrent en pratique comment tous les acteurs, des institutions (qu'elles soient nationales, internationales ou régionales) aux banques et agences de développement, en passant par les organisations de diasporas et le secteur privé sous toutes ses formes, peuvent contribuer à la formulation et à l'information des politiques (car les transferts de fonds concernent tout le monde).
